

Vigilance orange :
Risque de salaire gelé
le 19 février (NAO),
AGS obligatoire

l'étincelle*

Poussée de fièvre à
Renault pour être n°2 :
Mueller froid,
Bolloré chaud

Technocentre Renault Guyancourt pour la construction d'un parti  des travailleurs communiste révolutionnaire mardi 13 février 2018

Unifions nos colères

Les grèves se multiplient dans les hôpitaux publics à Toulouse, Lyon, Amiens et ailleurs. Des hospitaliers ont rejoint les manifestants des EHPAD le 30 janvier : dans tout le secteur de la santé, le personnel n'en peut plus et exige des embauches. Le premier ministre doit présenter ce mardi 13 février un « plan de transformation de l'offre de soins ». Mais qu'attendre d'un gouvernement qui augmente de 1,7 milliard d'euros par an le budget de l'armée en précisant que cet argent sera pris sur d'autres budgets de l'État ?

#BalanceTonPatron

Les plans de licenciements chez Pimkie, Carrefour ou ailleurs ne passent pas. Après les agents de nettoyage d'ONET dans les gares du Nord de Paris, ce sont les femmes de chambre et les plongeurs de l'hôtel Holiday Inn de Clichy qui ont gagné leur lutte. Chez Air France l'ensemble des syndicats appellent à la grève le 22 février sur les salaires.

#BalanceTonMinistre

Les profs des lycées et des universités refusent de faire le sale boulot de sélection des bacheliers qu'on leur propose avec le logiciel Parcoursup.

Leur colère rejoint bien sûr celle des étudiants et des lycéens qui depuis le 1^{er} février ont commencé à se mobiliser contre ces réformes (Lycée, Bac, Université) dont le seul but est de faire des économies en fermant encore plus les portes du supérieur aux élèves des couches populaires.

Salariés du public, du privé, usagers, tous attaqués

Le gouvernement s'en prend à tous les services publics. Ainsi dans l'Aisne, en Thiérache, le seul service public qui reste est un camping-car passant une fois par mois dans chaque village d'une communauté de communes ! Mais cette désertification touche aussi bien des zones rurales que des quartiers populaires.

Sous prétexte de rentabilité, on regroupe, on

ferme des hôpitaux, des écoles, des bureaux de poste, des trésoreries, des antennes de la CAF... La création de sites internet sert de prétexte pour fermer les accueils. Et dans ce climat le gouvernement a lancé le 1^{er} février une attaque sans précédent contre les fonctionnaires : hormis l'armée et la police, les budgets vont fondre.

L'objectif est de supprimer 120 000 postes de fonctionnaire d'ici 2022 et de généraliser l'emploi de contractuels, qui sont déjà 940 000, eux qui n'ont même pas les droits des salariés du privé et sont jetables à la première occasion. Il s'en prend également aux maigres protections offertes par le statut de fonctionnaire, entre autres par le projet d'un « plan de départs volontaires », c'est-à-dire de plans de licenciements déguisés, comme dans le privé.

Les dirigeants des syndicats de fonctionnaires, choqués de ne pas avoir été consultés avant l'annonce du gouvernement, ont protesté sur la méthode, mais la plupart vont quand même participer au « dialogue social » avec lui. Et l'appel à la grève par 7 des 9 fédérations de fonctionnaires n'est que pour le 22 mars.

Le choc en retour, comme en 68 ?

Maron se prend pour le DRH du trust France et distribue des milliards à ses riches actionnaires sous forme de déduction d'impôts. Il avance au pas de charge... appliquant la « stratégie du choc ». Mais attention au choc en retour : aux salariés et aux jeunes de passer du mécontentement général à la riposte générale, comme il y a 50 ans, en mai 68.

Neige et brouillard

Mardi dernier, la direction a laissé l'initiative aux salariés, avec l'accord de leur hiérarchie, de partir plus tôt pour ne pas être bloqué par la neige. Idem les jours suivants : elle s'est déchargée sur les salariés et leur hiérarchie pour décider de rester ou pas chez eux. Une façon de se déresponsabiliser tout en faisant semblant de prendre des mesures.

Du télétravail d'amateur

La semaine dernière, de nombreux salariés n'ont pas pu venir travailler à cause de la neige. La direction de l'établissement a recommandé de privilégier le télétravail. Elle ne sait pas que tous les salariés n'en ont pas la possibilité ?! Que font les autres : du téléski en essayant de venir ? Tous ceux qui n'ont pas pu venir doivent être payés de la même façon.

Pot-pourri

A l'issue de la première réunion NAO (Négociation Annuelle Obligatoire), la direction a communiqué son bilan des mesures 2017. Comme les augmentations de salaires ont été faibles, elle y a ajouté l'intéressement et la participation employeur à la mutuelle. Mais ça ne fait toujours pas le compte.

Mutuelle à illusion d'optique

La direction a inclus sa participation à la mutuelle dans le bilan des mesures salariales de 2017. Un « avantage » vraiment ? Alors qu'elle a imposé cette mutuelle en 2015 à tous les salariés, même à ceux qui en avaient une meilleure, y compris à leur conjoint et à leurs enfants ! Alors qu'elle ne respecte pas son obligation de cotiser à 50 % pour les formules Duo et Famille ! Merci pour ce rappel.

Alerte salaires gelés

La direction annoncera les mesures salariales pour 2018 lors de la seconde réunion NAO du 19 février. L'annonce de la prime d'intéressement se fera juste avant, vendredi 16, afin de focaliser l'attention. Au cas où elle l'oublierait, il faudra lui rappeler que tous les salariés ont mérité une Augmentation Générale des Salaires (AGS) conséquente.

Le combat des sous-chefs

Carlos Ghosn devrait voir son mandat renouvelé lors du conseil d'administration du 15 février. Le combat fait rage maintenant pour le poste de numéro 2. Il y aurait déjà une victime, le directeur délégué à la Performance Stefan Mueller. La place est libre depuis les départs de Pelata, « démissionné » suite à l'affaire des faux-espions, puis de Carlos Tavarès, parti chez PSA car il n'a pas pu être calife à la place du calife chez Renault. Quant aux niveaux 3 et 4, ça doit aussi jouer des coudes pour se placer. Les Jeux Olympiques de l'arrivisme sont ouverts !

Flux et reflux

Plusieurs usines Renault (Flins, Douai...) ont été mises à l'arrêt à cause des intempéries. Les salariés au chômage technique ont pu souffler. En cause l'interdiction de rouler pour les bus qui desservent les sites, et surtout les poids lourds qui fournissent en pièces les usines travaillant en flux tendu. Un flux tellement tendu qu'au moindre flocon, il s'arrête.

Un e-TCR comprimé

Le projet de rénovation du Technocentre e-TCR n'est pas commencé qu'il a déjà du plomb dans l'aile : le nouveau bâtiment de 1000 postes n'en fait plus que 700 (soit juste la capacité des préfabriqués Asteria et Pluton qui seront détruits), sa cantine est remplacée par une restauration rapide et le parking promis de 250 places disparaît carrément ! La direction doit trouver qu'on est suffisamment à l'aise sur le site.

Déménagement sans transport de joie

Les salariés de la Supply Chain qui doivent déménager à Vélizy pour désengorger le site, n'ont aucun retour du questionnaire qui devait définir selon trois couleurs (vert, orange, rouge) leur niveau d'enthousiasme pour ce projet. Le nombre d'oranges et de rouges seraient-il plus important que prévu ?

(IG) Métal mou

Confronté à des grèves dans la Métallurgie, le patronat allemand a concédé une hausse de salaire de 4,3 %. Ce sera la seule hausse durant 27 mois, ce qui fait à peine 2 % par an ! L'autre mesure présentée comme une avancée est la possibilité de travailler 28h par semaine, mais payée 28. Le patronat pourra de son côté embaucher jusqu'à 50 % de salariés avec un contrat de 40h/semaine. « Nous avons obtenu beaucoup, et précisément beaucoup d'ouvertures vers le haut pour le temps de travail », s'est félicité le représentant du patronat.

IG Métal, le syndicat censé représenter les salariés, a en échange renoncé à toute grève au moment où elles permettraient d'obtenir bien davantage, dans la Métallurgie comme ailleurs. Les travailleurs auraient bien raison de se passer de son autorisation.

La grève interdite

En Turquie, le gouvernement d'Erdogan impose l'État d'urgence, prétexte à l'arrestation d'opposants et de journalistes. Il interdit également les grèves « pour raisons de sécurité nationale », comme celle appelée par les syndicats de la Métallurgie le 2 février dans 179 sites, dont Renault Bursa, pour des hausses de salaire. Les syndicats ayant maintenu leur appel à la grève, le patronat a cédé préventivement 24,6 % d'augmentation de salaire, au lieu des 3,2 % prévu. La crainte de voir ressurgir des grèves incontrôlées, comme en 2015, n'y est pas pour rien.